

Unité Interdépartementale 25-70-90  
Pôle éolien-déchets - Antenne de Vesoul  
24 boulevard des Alliés  
70000 Vesoul

Vesoul, le 02/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **WALTEFAUGLE**

24 route de Champlitte  
BP 32  
70180 Dampierre-Sur-Salon

Références : UID257090/SPR/ViM/2025-0519A  
Code AIOT : 0005901127

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement WALTEFAUGLE implanté 24 route de Champlitte BP 32 70180 Dampierre-sur-Salon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les non-conformités constatées lors de la précédente visite d'inspection réalisée le 28/11/2023 ont conduit le préfet à mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions correspondantes au regard de la réglementation applicable à cet établissement : arrêté préfectoral n°70-2025-01-14-00002 du 14 janvier 2025 (APMD), notifié le 28/01/2025.

Saisi de ce dossier et de ses enjeux (complexité des travaux à entreprendre et coûts engendrés) par l'exploitant, M. le maire de la commune de Dampierre-sur-Salon a sollicité, par courriel daté du 11 février 2025 adressé à Mme la sous-préfète de l'arrondissement de Gray, un échange sur place avec l'exploitant et les services techniques concernés (DREAL, SDIS, services municipaux) afin de trouver

ensemble des solutions raisonnables et pérennes permettant de régulariser la situation de cet établissement.

La présente visite a donc pour cadre le respect des mesures ordonnées par l'APMD précité concernant les thématiques suivantes : la rétention des eaux polluées et des eaux d'extinction, le réseau d'assainissement des eaux pluviales, les moyens de lutte contre l'incendie, et la surveillance des émissions (rejets aqueux, bruit).

Mme la sous-préfète préside la réunion. Elle en rappelle l'objet, à savoir examiner les écarts par rapport à la cible (en prenant acte des avancées déjà réalisées), prendre en compte les principales caractéristiques spécifiques de l'établissement, évaluer en conséquence les travaux nécessaires restant à engager (faisabilité technique, et délais nécessaires).

M. le maire connaît bien le présent établissement dans la mesure où il y a travaillé en tant qu'employé de la société WALTEFAUGLE. Il considère, à cet égard, que résoudre la problématique de la rétention des eaux d'extinction de l'établissement, avec un bâtiment/atelier de fabrication de charpentes métalliques qui couvre une superficie de l'ordre de 45 000 m<sup>2</sup>, constitue un véritable défi pour l'exploitant.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WALTEFAUGLE
- 24 route de Champlitte BP 32 70180 Dampierre-sur-Salon
- Code AIOT : 0005901127
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WALTEFAUGLE, spécialisée dans la conception, la fabrication, et l'installation de bâtiments en structure métallique, est implantée depuis plus de 160 ans sur le territoire de la commune de Dampierre-sur-Salon où elle y exploite une usine de fabrication de pièces de charpentes métalliques.

L'établissement relève du régime de l'autorisation (arrêté préfectoral 1D/2/I/68 n°1343 en date du 7 juin 1968 modifié) pour l'exercice des activités principales suivantes (classement au titre des rubriques de la nomenclature des ICPE) :

- rubrique 2560 - travail mécanique des métaux et alliages : régime de l'enregistrement ;  
- rubrique 2940 - application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque : régime de l'enregistrement.

Au cours de la présente visite, l'exploitant présente la situation de sa société, et plus particulièrement celle du présent établissement :

- depuis 2006, la société WALTEFAUGLE a créé des agences en Suisse, à Paris, et en Rhône-Alpes ; elle est donc en capacité de gérer les volets commercial, et suivi de chantier, à partir de ses 4 agences réparties sur le territoire ;

- 5<sup>ème</sup> charpentier métallique français, avec 74 millions d'euros de vente en 2024, WALTEFAUGLE présente depuis 2019 un niveau d'activité en croissance en tonnage et en chiffre d'affaires ;

- son périmètre d'intervention couvre principalement le quart Nord-Est de la France métropolitaine ;

- les principaux clients se répartissent dans les secteurs d'activité suivants :

\* agricole (40 %) : bâtiments de process, manèges équestres ; construction du bâtiment complet, avec bardage ;

\* ITC (40 %) : bâtiments industriels, tertiaires (bureaux, concession auto), commerciaux ;

STELLANTIS est l'un des clients les plus importants ;

- \* travaux spéciaux (10 %) : gares, passerelles, etc. ;
- WALTEFAUGLE intervient également dans des travaux de réhabilitation ;
- WALTEFAUGLE s'est engagée dans une stratégie de réduction de son empreinte carbone, notamment par l'utilisation d'aciers bas carbone ;
- les activités de production de WALTEFAUGLE sont concentrées (97 %) dans la présente usine sise à Dampierre-sur-Salon :
- \* transformation de 15 000 t d'acier par an pour la construction d'environ 400 bâtiments par an ;
- \* spécialisation dans la fabrication de poutres reconstituées soudées (PRS) de grande longueur pour les bâtiments et les ponts roulants ;
- \* stock d'acier (matière première) permettant de couvrir une période d'environ 6 mois de production ;
- \* environ 155 personnes employées sur le site : 90 sur la partie atelier, 35 en bureau d'études, et 30 en gestion administrative ;
- \* plus vieux bâtiments de l'usine (implantés côté Sud) datant de 1962, avec les dernières extensions réalisées en 2020, puis en 2022 (+ 3 500 m<sup>2</sup>) ;
- \* briefing quotidien organisé par la direction de l'établissement avec les responsables d'ateliers : rappel des consignes de sécurité et d'exploitation, fixation des objectifs de production, discussion des problèmes et des risques remontés par les ouvriers ;
- \* absence de travail le week-end ;
- \* vidéosurveillance de l'usine (12 caméras) sous contrat avec la société SGS : dispositif activé en dehors des heures d'ouverture de l'usine, avec coupure de l'alimentation électrique ;
- \* dispositif de restriction d'accès au local de stockage de la peinture maintenu fermé ;

L'exploitant alerte les pouvoirs publics sur l'entrée prochaine en vigueur d'un décret qui devrait limiter fortement la puissance installée des panneaux photovoltaïques (100 kW) sur les bâtiments agricoles : il estime en effet que cette nouvelle mesure réglementaire risque de réduire de 30 % son activité dans le domaine ;

Il remet, au cours de la présente visite, plusieurs documents en main propre à l'inspection des ICPE, repris en détails dans les points de contrôle ci-après :

- un rapport portant sur les mesures de l'émission des rejets aqueux de l'établissement ;
- un devis pour la réalisation de travaux d'assainissement ;
- un devis pour la fourniture et la pose de dispositifs de rétention de type batardeau ;
- une commande pour la réalisation de mesures de bruits aériens ;
- une estimation du débit minimal d'eau incendie à prévoir pour assurer la protection incendie de l'établissement ;

Il remet également à cette occasion en main propre à l'inspection des ICPE 3 plans de l'établissement mis à jour en 2025 : le plan de sécurité, le plan des extincteurs, le plan du réseau d'eaux pluviales.

Suite à la présente visite, l'inspection des ICPE a reçu par courriel les documents suivants :

- un document sur le captage AEP du Bois de la Rieppe (cf. le point de contrôle ci-après intitulé « Dispositif de rétention ») communiqué par la commune de Dampierre-sur-Salon le 29/05/2025 ;
- un rapport portant sur les mesures de l'impact sonore de l'établissement (rapport n°E6717494/2501 - M00, établi par la société DEKRA) communiqué par l'exploitant le 16/08/2025.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

- Eau de surface
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Compte-tenu de l'état d'avancement des travaux de mise en place du réseau d'assainissement de l'établissement, il eût été prématuré, au cours de la présente visite, d'aborder la question de l'entretien des équipements de traitement des eaux rejetées susceptibles d'être polluées (cf. prescriptions n°6 et 7 de l'article 1 de l'APMD du 14/01/2025 : vidange et curage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures). Ce point fera l'objet d'un futur contrôle.

Au cours de la présente visite, à la demande de l'inspection des ICPE, l'exploitant dresse un bref

inventaire des mesures qu'il a mises en œuvre visant à compenser les travaux de remblaiement réalisés en zone humide pour construire les différentes extensions :

- implantation d'une frayère à brochets, il y a environ 25 ans, sur les terrains appartenant à la société, à proximité de la passerelle traversant Le Salon ;
- dans le cadre de la dernière phase d'extension : coupe de peupliers sur les terrains appartenant à la société situés en zone humide, pose de barrières de protection pour les batraciens en phase travaux ; suivi des niveaux d'eau à partir de piézomètres.

Au cours de la visite sur place, l'inspection des ICPE constate :

- l'entreposage de matériaux combustibles (cartons, palettes en bois, etc.) sous l'ombrière extérieure couverte de panneaux photovoltaïques ; cette activité ne correspond pas au signalement de risques incendie représenté sur le plan de sécurité de l'établissement mis à jour en 2025 remis en main propre à l'inspection des ICPE au cours de la présente visite : l'ombrière y est censée couvrir un espace de stationnement de véhicules ;
- le positionnement de la zone d'entreposage des déchets, à l'écart des ateliers de production, éloignée du bâtiment principal ; toutefois, au niveau des emplacements où les bennes sont déposées, il semble que le revêtement de la plateforme (enduit à l'émulsion de bitume) se dégrade rapidement, risquant de remettre en cause l'étanchéité de cette plateforme.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Capacité de rétention	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1, prescriptions n°1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Dispositif de rétention	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1, prescriptions n°1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Réseau d'assainissement (phase 1)	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1, prescriptions n°2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1, prescriptions n°3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Surveillance de l'émission des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1, prescriptions n°4	Demande d'action corrective	3 mois
7	Réseau d'assainissement (Phase 2)	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1, prescriptions n°6	Demande d'action corrective	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Surveillance des émissions sonores	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1, prescriptions n°5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a permis d'observer/constater sur place, avec les services du SDIS et de la commune de Dampierre-sur-Salon :

- les principales caractéristiques spécifiques de l'établissement susceptibles de présenter des risques d'incendie, et donc susceptibles d'influer sur les besoins en eau d'extinction prévisibles ;
- les aménagements/dispositions constructives existantes relatives à la capacité de rétention de l'établissement ;
- les équipements de collecte/assainissement des eaux pluviales de l'établissement, existantes ou en cours de travaux.

Elle a permis également de faire le point et d'échanger sur l'état d'avancement des actions engagées par l'exploitant pour respecter les prescriptions de l'APMD du 14/01/2025, notamment par la communication de différentes pièces justificatives (devis, commandes, résultats de mesures, plans, etc.).

Aucun des délais fixés dans l'APMD du 14/01/2025 n'était échu lors de la présente visite (date d'échéance la plus proche : 28/04/2025).

Mme la sous-préfète propose de recaler une réunion conclusive vers mi-mai, après examen d'éventuels éléments complémentaires communiqués par l'exploitant.

L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de fournir tous les éléments (techniques, propositions financières, etc.) déjà étudiés pour répondre aux mesures de prévention/protection concernées (lutte contre l'incendie, capacités de rétention, dispositifs d'assainissement, rejets dans l'eau, bruit), et notamment :

- la présence d'un dispositif d'arrêt de la ventilation en cas d'incendie, et la présence de clapets coupe-feu (cabines de peinture, ateliers de soudure) ;
- la faisabilité/efficacité des solutions de rétention (eaux et écoulements susceptibles d'être pollués, eaux d'extinction) :

\* mise en place de batardeaux au niveau des accès au bâtiment (gênes/risques pour les interventions du SDIS) ;

\* capacité de rétention des cabines de peinture ;

\* capacité de rétention du réseau d'assainissement (avec l'implantation de vannes de coupure en sortie de séparateur hydrocarbures) ;

- un plan du réseau d'assainissement à jour, avec les séparateurs et les vannes de coupure ;
- les éléments/propositions techniques remis SDIS : nouveaux points de pompage, prévoir éventuellement une réserve d'eau complémentaire, etc. ;
- les possibilités de fermeture des 2 canaux (entrée/sortie) passant sous les bâtiments de l'usine (dérivations des eaux du Salon).

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Capacité de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1, prescriptions n°1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des eaux polluées et des eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b>  Prescriptions n°1 de l'article 1 de l'APMD du 14/01/2025 (notifié le 28/01/2025) [...] la société WALTEFAUGLE [...] est mise en demeure de respecter les prescriptions recensées ci-après dans les délais suivants (à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui est notifié). Dans un délai de 3 mois : [...] communiquer à l'inspection des ICPE les pièces permettant de justifier que l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pourront être recueillies et confinées, en attente de leur récupération ou de leur traitement, à savoir notamment : [...] - une note de calcul (s'appuyant sur les fiches D9 et D9a) permettant de vérifier que la capacité de rétention est suffisante ; [...]
<b>Constats :</b>  Au cours de la présente visite, l'exploitant remet en main propre à l'inspection des ICPE une estimation du débit minimal d'eau incendie à prévoir pour assurer la protection incendie de l'établissement, établie sur la base du guide pratique D9 (guide ministériel d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie). Il précise qu'un système de détection automatique d'incendie couvre les zones suivantes : le local de stockage de peinture, le laboratoire peinture, et le local onduleur électrique. Il confirme par ailleurs le passage de canalisations permettant de distribuer l'alimentation en gaz à l'intérieur de l'établissement (risque incendie à prendre en considération). Au cours de la visite sur place, l'inspection des ICPE constate que la configuration de l'établissement présente les principales caractéristiques suivantes : - l'usine de production est composée d'un hall global complètement ouvert à l'intérieur du bâtiment (absence de séparations entre ateliers sous forme de murs coupe-feu), avec grande hauteur sous toiture (plus de 8 m ; présence de nombreux ponts-roulants permettant de déplacer les pièces massives entre ateliers), et présence de panneaux translucides (plexiglas) en façade (matière combustible) ; - l'atelier de soudage comporte un système d'aspiration des fumées ; l'exploitant devra s'assurer de la présence d'un dispositif de coupure en cas d'incendie (éviter d'attiser les flammes et leurs risques de propagation) ; - les appareils de découpe des pièces métalliques (plasma/oxycoupage/laser : KRONOS, notamment) génèrent des étincelles ; - des bonbonnes de gaz peuvent ponctuellement être entreposées au sein des ateliers ; - les locaux, de type bungalow métallique, localisés à l'intérieur de l'usine et dédiés aux activités de peinture disposent de caractéristiques coupe-feu ; - l'atelier de peinture des grandes pièces est situé dans la partie extension dernièrement construite : * le process comprend les étapes suivantes : réalisation de retouches manuelles sur podium, puis passage dans les cabines de peinture automatique, avec préchauffage, puis passage à l'étuvage ; * les activités du laboratoire de peinture et les opérations de recyclage des solvants (quasi à 100 %)

sont exercées au sein de locaux de type bungalow métallique coupe-feu ;

- le local de stockage des peintures est situé dans un bâtiment intérieur au hall global, en limite de la zone d'extension dernièrement construite ; il est pourvu de parois et portes coupe-feu ;

- l'atelier de peinture des petites pièces est situé dans une partie plus au Sud du bâtiment (par rapport à la partie en extension dernièrement construite), côté Ouest par rapport à l'axe central Nord-Sud :

- \* le process comprend les étapes suivantes (à l'intérieur de cabines coupe-feu) : pré-étuvage, puis application de peinture au pistolet (manuel), puis passage dans le four de séchage ;

- \* l'utilisation de produits solvantés dégage de fortes odeurs imprégnant la zone et entourant cet atelier (à proximité immédiate) ;

- \* une machine de découpe de tubes au laser émettant des étincelles est située à proximité de cet atelier de peinture ;

- les machines de découpe et de perçage des pièces métalliques utilisent une technique de micro-pulvérisation de liquides de coupe au niveau des outils ; ces liquides sont récupérés dans des bacs à l'intérieur des machines ; par exemple, la machine VOORTMAN de découpe avec une fraise boule n'utilise plus de graisse, mais de l'huile de coupe TITALUB 120, avec des fûts/bidons (en-cours) approvisionnés à proximité ; les opérations de découpe réalisées sur cette machine produisent toutefois des étincelles ;

- une zone d'entreposage des approvisionnements de l'usine (hors peintures et solvants, et hors bonbonnes de gaz) est située côté Sud à l'intérieur du bâtiment ; cette zone concentre des matières combustibles, sous forme de palettes en bois, cartons et plastiques d'emballage, sacs en papier, etc.

### Conclusion

L'exploitant a remis une première version de fiche D9 qui mérite d'être réexaminée de manière approfondie, en collaboration avec les services du SDIS, pour prendre en compte de manière plus fine les caractéristiques spécifiques de l'établissement (notamment sur la base des présentes observations/constats), les risques d'incendie correspondants (départs de feu prévisibles, flux thermiques envisageables, facteurs de propagation, etc), et donc les besoins en eau d'extinction prévisibles. En effet, les dispositifs coupe-feu déjà présents sur une majeure partie des ateliers de peinture, et sur le local de stockage de la peinture et des solvants, ainsi que les quantités relativement réduites de matières combustibles/inflammables entreposées à l'intérieur du hall global (bâtiment principal), devraient sans doute permettre de revoir à la baisse les volumes d'eau d'extinction à prévoir.

Pour rappel, la présente prescription vise à vérifier que la capacité de rétention de l'établissement est suffisante, notamment en s'appuyant sur le guide pratique D9A (guide ministériel de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction). Ces calculs doivent bien évidemment prendre en compte les volumes d'eau d'extinction estimé ci-avant.

La mise en demeure concernant cette prescription ne peut donc être levée en l'état.

Le délai de 3 mois fixé dans l'APMD du 14/01/2025 n'est pas échu lors de la présente visite (date d'échéance : 28/04/2025).

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai de 3 mois, la note de calcul (s'appuyant sur la D9A) relative au dimensionnement des eaux d'extinction et justifier que les volumes de rétention actuellement disponibles sur le site sont suffisants au regard de cette note de calcul. Dans le cas où le volume disponible sur le site serait insuffisant pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, ou d'un incendie, l'exploitant doit proposer sous ce même délai, un plan d'action visant à disposer d'un



volume suffisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Dispositif de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1, prescriptions n°1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des eaux polluées et des eaux d'extinction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Prescriptions n°1 de l'article 1 de l'APMD du 14/01/2025 (notifié le 28/01/2025)</p> <p>[...] la société WALTEFAUGLE [...] est mise en demeure de respecter les prescriptions recensées ci-après dans les délais suivants (à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui est notifié). Dans un délai de 3 mois :</p> <p>[...]</p> <p>communiquer à l'inspection des ICPE les pièces permettant de justifier que l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pourront être recueillies et confinées, en attente de leur récupération ou de leur traitement, à savoir notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des plans représentant les dispositifs de collecte et de recueil des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués, ainsi que la localisation des surfaces collectées correspondantes ;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- toutes les pièces nécessaires permettant de justifier de l'étanchéité du dispositif de rétention (collecte et recueil des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la présente visite, l'exploitant remet en main propre à l'inspection des ICPE un devis pour la fourniture (et la pose, en option) de dispositifs de rétention de type batardeau, établi par la société COPRIN SAS (Marly) en date du 28/03/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- barrières manuelles embrochables, à implanter au niveau des portes piéton ;</li> <li>- barrières manuelles pivotantes, avec assistance à la fermeture/ouverture par vérins, à implanter au niveau des portes sectionnelles.</li> </ul> <p>Il a également sollicité des devis concernant la réalisation de travaux d'étanchéification des sols à l'intérieur de l'usine. L'exploitant attend la réception de ces documents sous peu.</p> <p>À la question des risques de pollution accidentelle de la nappe alluviale qui alimente Le Salon, notamment en cas de défaillance du dispositif de rétention de l'usine WALTEFAUGLE implantée en bordure immédiate de cette rivière, et des éventuels impacts sur l'environnement, la commune de Dampierre-sur-Salon a communiqué à l'inspection des ICPE, suite à la présente visite, par courriel le 29/05/2025, un document intitulé « RM-F03 : Forages du Bois de la Rieppe », établi par la communauté de communes des 4 Rivières, datant de février 2024. Ce document synthétise les informations relatives à ce point de captage qui alimente en eau potable (AEP) les habitants des communes de Dampierre-sur-Salon, de Delain, et de Denèvre. Dans son courriel, la commune de Dampierre-sur-Salon fait remarquer que les études relatives à ce point de captage d'AEP permettent de conclure que l'eau du Salon n'impacte pas l'eau distribuée aux habitants concernés.</p> <p>Au cours de la visite sur place, l'inspection des ICPE observe :</p>

- la présence d'une vanne de coupure de l'alimentation en eau du canal de dérivation des eaux du Salon qui passe sous l'usine ; l'exploitant précise (confirmé par la mairie) que le système de canaux de dérivation des eaux du Salon comporte en fait 2 vannes de coupure (1 gérée par la mairie ; 1 gérée par WALTEFAUGLE) ; la gestion de ces vannes est effectuée de manière coordonnée afin de maintenir si possible un niveau minimal d'eau dans le canal qui alimente un moulin produisant de l'électricité ;
- que, sur la partie Nord de l'établissement (la plus récente), les aires qui entourent directement le bâtiment (voies de circulation pour la plupart) sont imperméabilisées (en béton bitumineux) ; l'exploitant confirme que c'est maintenant le cas sur l'ensemble du périmètre du bâtiment, y compris au niveau de la zone d'entreposage des cuves de gaz.

#### Conclusion

L'exploitant a commencé à rechercher des solutions pour assurer la rétention des eaux polluées et des eaux d'extinction du site, notamment par l'étanchéification des sols à l'intérieur de l'usine, et par la mise en place de barrières manuelles (batardeaux) au niveau des portes. Cependant, le dimensionnement de ce dispositif dépend fortement des conclusions de l'analyse à mener sur la capacité à mobiliser (cf. le point de contrôle ci-avant intitulé « Capacité de rétention »).

L'exploitant doit donc poursuivre cette action jusqu'à ce qu'il soit en mesure de justifier que la capacité de rétention du site est en place.

En outre, l'inspection des ICPE suggère à l'exploitant d'examiner la capacité de rétention globale du site mobilisable en coupant les points de rejets du réseau d'assainissement de l'usine par la fermeture de vannes installées au niveau des exutoires.

La mise en demeure concernant cette prescription ne peut donc être levée en l'état.

Le délai de 3 mois fixé dans l'APMD du 14/01/2025 n'est pas échu lors de la présente visite (date d'échéance : 28/04/2025).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai de 3 mois, les justificatifs de l'étanchéité du dispositif de rétention (collecte et recueil des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués). Ces justificatifs doivent notamment prendre en compte l'efficacité des dispositifs d'obturation de l'écoulement des eaux d'extinction, notamment au niveau des portes (dispositif de type batardeau) et l'étanchéité du réseau d'assainissement (notamment sur la partie « historique » qui pourrait présenter des signes d'usure/vieillesse) ;

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 3 : Réseau d'assainissement (phase 1)**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1, prescriptions n°2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan d'actions et mise en place d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures

#### **Prescription contrôlée :**

Prescriptions n°2 de l'article 1 de l'APMD du 14/01/2025 (notifié le 28/01/2025)

[...] la société WALTEFAUGLE [...] est mise en demeure de respecter les prescriptions recensées ci-après dans les délais suivants (à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui est notifié).

<p>Dans un délai de 3 mois :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- établir et communiquer à l'inspection des ICPE un plan d'action visant à mettre en place un réseau d'assainissement permettant de collecter et traiter les eaux pluviales susceptibles d'être polluées qui ruissellent sur les plateformes historiques de l'établissement, ainsi que sur celle dédiée au stockage des déchets ;</li> <li>- mettre en place le décanteur-séparateur d'hydrocarbures au niveau de l'exutoire du réseau d'assainissement de la plateforme de la zone d'extension récemment imperméabilisée ;</li> <li>- communiquer à l'inspection des ICPE toutes pièces justificatives montrant que les travaux ont bien été réalisés (photos, factures, etc.).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la présente visite, l'exploitant remet en main propre à l'inspection des ICPE un devis n°3940 pour la réalisation de travaux d'assainissement, comprenant en particulier l'installation de 2 séparateurs d'hydrocarbures, établi par la SARL Laurent GUIBAUDET TP (Dampierre-sur-Salon) en date du 15/12/2024. Il estime avoir actuellement réalisé environ un quart des travaux nécessaires.</p> <p>Au cours de la visite sur place, l'inspection des ICPE constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la plateforme construite et aménagée dernièrement repose sur un remblai de l'ordre de 3 m de haut par rapport au terrain naturel ;</li> <li>- 1 décanteur-séparateur d'hydrocarbures est mis en place au niveau de l'exutoire du site situé à proximité de la passerelle sur Le Salon.</li> </ul> <p><u>Conclusion</u></p> <p>L'exploitant a bien fait procéder à la mise en place d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures pour traiter les eaux pluviales provenant du réseau d'assainissement existant. Il a remis un devis portant sur les travaux complémentaires d'assainissement à réaliser, pour la pose de 2 décanteur-séparateur d'hydrocarbures (1 décanteur restant à poser), et de 85 ml de tuyaux PVC de diamètre 400 mm.</p> <p>Ces éléments restent à compléter pour permettre de justifier que l'ensemble du site va bien être traité, à savoir les plateformes historiques de l'établissement, ainsi que sur celle dédiée au stockage des déchets, notamment en fournissant un plan des réseaux d'eaux pluviales, avec les nouveaux débourbeurs.</p> <p>La mise en demeure concernant cette prescription ne peut donc être levée en l'état.</p> <p>Le délai de 3 mois fixé dans l'APMD du 14/01/2025 n'est pas échu lors de la présente visite (date d'échéance : 28/04/2025).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1, prescriptions n°3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Points d'eau incendie et fiche ETARE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Prescriptions n°3 de l'article 1 de l'APMD du 14/01/2025 (notifié le 28/01/2025)</p>

[...] la société WALTEFAUGLE [...] est mise en demeure de respecter les prescriptions recensées ci-après dans les délais suivants (à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui est notifié).

Dans un délai de 6 mois :

[...]

- revoir la couverture de l'établissement en points d'eau incendie de manière à respecter notamment les distances maximales prescrites applicables D1max et D2max ;

- réviser la fiche ETARE, ainsi que les plans qui l'accompagnent, de manière à prendre en compte en particulier :

- \* les travaux d'extension des bâtiments et de réaménagement du site réalisés depuis 2016 (cf. le plan établi par l'exploitant) ;

- \* le dispositif de détection incendie et de surveillance mis en place en 2020 ;

- \* la couverture de l'établissement en points d'eau incendie, revue et corrigée pour respecter les prescriptions applicables, à savoir notamment :

- > les distances D1max et D2max ;

- > la disponibilité effective des débits d'eau (chiffres datant de 2016 à actualiser) ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau ;

- communiquer à l'inspection des ICPE l'ensemble de ces documents mis à jour (fiche ETARE et plans qui l'accompagnent), ainsi que toutes les pièces justificatives nécessaires (rapports de mesure de la disponibilité effective des débits d'eau, dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau, etc.).

### **Constats :**

Au cours de la présente visite, l'exploitant déclare :

- avoir communiqué au SDIS une proposition d'implantation d'un nouveau point d'eau incendie sous la forme d'un second emplacement à partir duquel l'eau du Salon pourrait être prélevée ; le SDIS répond que l'emplacement proposé ne peut convenir car trop éloigné de la rivière ;

- que des dispositifs de désenfumage sont bien présents sur la partie de l'usine construite en extension dernièrement (13 appareils skydomes en toitures sur 2 500 m<sup>2</sup>) ; ces dispositifs n'avaient pas été prévus sur la partie plus ancienne de l'usine, en raison de l'importante hauteur sous toiture (plus de 8 m).

Il devra en particulier prendre en compte, lors de la révision de la fiche ETARE, les éléments d'informations évoqués ci-avant concernant les caractéristiques spécifiques de l'établissement (cf. le point de contrôle ci-avant intitulé « Capacité de rétention »), à savoir notamment :

- ceux qu'il a communiqués lors de la présente visite, dont en particulier le passage de canalisations permettant de distribuer l'alimentation en gaz à l'intérieur de l'établissement ;

- ceux qui ont été relevés par l'inspection des ICPE au cours de la visite sur place, à savoir :

- \* la configuration générale des ateliers (hall global complètement ouvert à l'intérieur du bâtiment) ;

- \* l'aspiration des fumées dans l'atelier de soudage ;

- \* les étincelles générées par les appareils de découpe des pièces métalliques (plasma/oxycoupage/laser) ;

- \* la présence de bonbonne de gaz dans les ateliers ;

- \* la configuration des ateliers de peinture (grandes pièces, petites pièces) avec dispositifs coupe-feu (2 h pour les parois ; 1 h pour les portes) et détection incendie automatique ;

- \* la micro-pulvérisation des liquides de coupe dans les machines de découpe et de perçage des pièces métalliques.

### **Conclusion**

L'exploitant a bien pris contact avec les services du SDIS pour trouver des solutions permettant

de compléter les points d'eau incendie nécessaires pour intervenir sur tout départ de feu au sein de l'établissement, et pour mettre à jour la fiche ETARE.

Le travail engagé mérite d'être poursuivi pour répondre aux exigences réglementaires.

La mise en demeure concernant cette prescription ne peut donc être levée en l'état.

Le délai de 6 mois fixé dans l'APMD du 14/01/2025 n'est pas échu lors de la présente visite (date d'échéance : 28/07/2025).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai de 3 mois, les éléments justifiant que le site dispose des moyens suffisant en eau pour assurer la défense incendie de son site, notamment au regard de la note de calcul D9 et des moyens actuellement disponibles sur le site. Dans le cas où les moyens en eau disponibles sur le site serait insuffisant, l'exploitant doit proposer sous ce même délai, un plan d'action visant à assurer la défense incendie de son site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Surveillance de l'émission des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1, prescriptions n°4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesure des rejets dans l'eau

**Prescription contrôlée :**

Prescriptions n°4 de l'article 1 de l'APMD du 14/01/2025 (notifié le 28/01/2025)

[...] la société WALTEFAUGLE [...] est mise en demeure de respecter les prescriptions recensées ci-après dans les délais suivants (à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui est notifié).

Dans un délai de 6 mois :

[...]

- mettre en place une surveillance de l'émission des rejets aqueux de l'établissement ;
- communiquer à l'inspection des ICPE un rapport de mesures de l'émission des rejets aqueux de l'établissement.

**Constats :**

Au cours de la présente visite, l'exploitant remet en main propre à l'inspection des ICPE un rapport d'essai n°EU25-0107 établi par le laboratoire vétérinaire et d'hydrologie du département de la Haute-Saône (Vesoul) en date du 04/04/2025 portant sur les mesures de l'émission des rejets aqueux de l'établissement sur 3 échantillons prélevés le 17/03/2025 :

\* échantillon n°EU-268, prélevé au niveau du rejet des eaux du toit pente Sud Est maintenance ;

\* échantillon n°EU-269, prélevé au niveau du rejet des eaux du toit pente Nord Ouest ;

\* échantillon n°EU-270, prélevé au niveau du rejet des eaux en rivière sortie usine.

Ces mesures portent sur les paramètres suivants : DBO5, DCO, MEST, Azote total, Phosphore total, et Indice hydrocarbures totaux. Elles mettent en évidence un dépassement de la valeur limite en concentration des matières en suspension (MEST) au niveau du rejet des eaux en rivière sortie usine : 100 mg/l > 35 mg/l.

<p><u>Conclusion</u></p> <p>L'exploitant a bien fait réaliser une première campagne d'analyse des eaux rejetées par le réseau d'assainissement existant.</p> <p>Cette surveillance sera à étendre au réseau d'assainissement total de l'établissement lorsqu'il sera complété.</p> <p>L'exploitant devra compléter ces éléments d'informations par un document qui précise les modalités de la surveillance mise en place : localisation des points de rejet (positionnement sur un plan), pertinence de la surveillance (notamment les eaux pluviales de toiture réputées non souillées), fréquence des mesures, paramètres à mesurer, etc.</p> <p>La mise en demeure concernant cette prescription ne peut donc être levée en l'état.</p> <p>Le délai de 6 mois fixé dans l'APMD du 14/01/2025 n'est pas échu lors de la présente visite (date d'échéance : 28/07/2025).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Surveillance des émissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1, prescriptions n°5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Prescriptions n°5 de l'article 1 de l'APMD du 14/01/2025 (notifié le 28/01/2025)</p> <p>[...] la société WALTEFAUGLE [...] est mise en demeure de respecter les prescriptions recensées ci-après dans les délais suivants (à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui est notifié).</p> <p>Dans un délai de 6 mois :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en place une surveillance des émissions sonores de l'établissement ;</li> <li>- communiquer à l'inspection des ICPE un rapport de mesures du niveau de bruit et de l'émergence de l'établissement effectuées par une personne ou un organisme qualifié.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la présente visite, l'exploitant remet en main propre à l'inspection des ICPE une commande n°CF-25-00767 passée en date du 13/02/2025 par l'exploitant à la société DEKRA INDUSTRIAL (Dijon) pour la réalisation de mesures de bruits aériens, établie sur la base du devis n°2024 0313 5893 - Version 1 du 10/12/2024. Il confirme que cette campagne de mesures a été programmée pour une intervention le 12/05/2025.</p> <p>Suite à la présente visite, l'exploitant a communiqué par courriel le 16/08/2025 à l'inspection des ICPE le rapport n°E6717494/2501 - M00 correspondant à cette campagne de mesures qui a été réalisée le 12/05/2025.</p> <p><u>Conclusion</u></p> <p>Une première campagne de mesures de bruit a bien été réalisée. Par conséquent, la mise en demeure concernant cette prescription peut être levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Réseau d'assainissement (Phase 2)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1, prescriptions n°6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en place du réseau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Prescriptions n°6 de l'article 1 de l'APMD du 14/01/2025 (notifié le 28/01/2025) [...] la société WALTEFAUGLE [...] est mise en demeure de respecter les prescriptions recensées ci-après dans les délais suivants (à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui est notifié). Dans un délai de 1 an : [...] - mettre en place un réseau d'assainissement concernant les plateformes historiques de l'établissement et celle dédiée au stockage des déchets ; [...]
<b>Constats :</b>  Au cours de la présente visite, l'exploitant estime avoir actuellement réalisé environ un quart des travaux nécessaires (cf. le point de contrôle ci-avant intitulé « Réseau d'assainissement (phase 1) »). Au cours de la visite sur place, l'inspection des ICPE constate que : - 1 décanteur-séparateur d'hydrocarbures est entreposé, en attente de mise en place, sur la zone de stockage des déchets ; - des travaux d'assainissement sont en cours d'exécution le long du nouveau parking de voitures, avec mise en place du décanteur-séparateur d'hydrocarbures à la fin de cette phase de travaux.  <u>Conclusion</u> Les travaux visant à compléter le réseau d'assainissement existant sont en cours. L'exploitant est invité à les poursuivre et à actualiser le plan du réseau assainissement existant, avec les zones collectées, les dispositifs de collecte (avaloirs, caniveaux, canalisations, etc.), et les dispositifs de traitement (séparateurs, vannes de coupure, etc.). La mise en demeure concernant cette prescription ne peut donc être levée en l'état. Le délai de 1 an fixé dans l'APMD du 14/01/2025 n'est pas échu lors de la présente visite (date d'échéance : 28/01/2026).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois